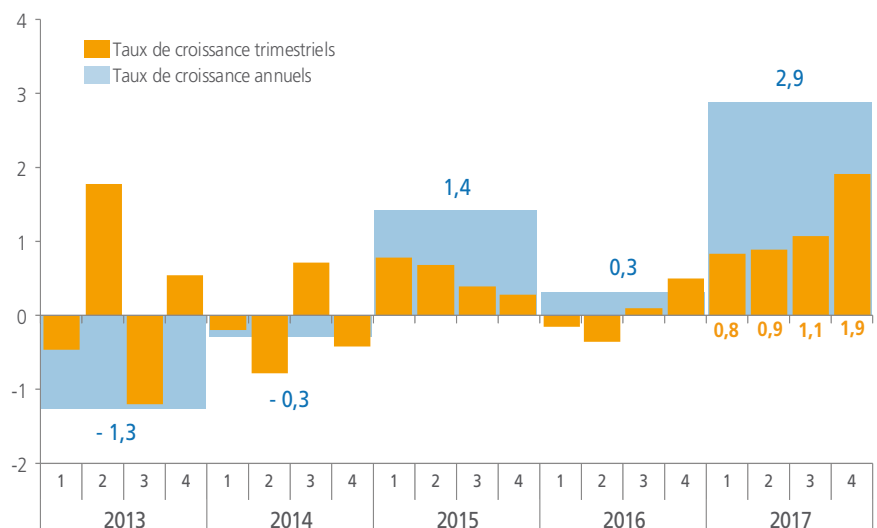


L'industrie manufacturière en 2017 : accélération de la production, hausse de l'emploi mais nouvelle dégradation du solde extérieur

La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017 : + 2,9 %, après + 0,3 % en 2016. L'activité, portée par un contexte conjoncturel favorable, a progressé dans la plupart des branches manufacturières. Le déficit commercial en biens manufacturés s'est néanmoins creusé de 6,8 Md€, atteignant son plus bas niveau historique (- 50,7 Md€), en dépit d'une forte augmentation des exportations (+ 4,7 %). L'emploi salarié total a progressé pour la première fois depuis 2001 (+ 21 000 emplois) grâce à une hausse de l'emploi intérimaire (+ 25 600) et à un recul modéré de l'emploi salarié direct (- 4 600). L'augmentation plus rapide des gains de productivité (+ 2,3 %) que du coût horaire du travail (+ 1,4 %) a conduit à un nouveau recul des coûts salariaux unitaires (- 0,8 %). Malgré les hausses du prix du pétrole et du taux de change de l'euro, le taux de marge de l'industrie manufacturière a augmenté à nouveau, à 37,9 %.

Graphique 1 : Évolution de la production manufacturière

Évolution en volume, en %, CVS-CJO



Source : Insee, Indice de la production industrielle.

La production manufacturière française a fortement accéléré en 2017 (+ 2,9 %, après + 0,3 % en 2016 – graphique 1). Elle a progressé pour la troisième année consécutive (+ 1,5 % par an en moyenne depuis 2014), pour la première fois depuis le haut de cycle du milieu des années 2000 (+ 1,2 % par an entre 2003 et 2007). En rythme infra-annuel, la production manufacturière française a augmenté lors de chaque trimestre de l'année 2017. Son accélération a été particulièrement marquée au quatrième trimestre (+ 1,9 %), pendant lequel l'activité a atteint son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2008.

La production manufacturière a toutefois moins progressé que dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 3,5 %) et de la zone euro (+ 3,2 %). La production a crû à un rythme plus soutenu en Italie (+ 3,8 %), en Allemagne (+ 3,5 %) et en Espagne (+ 3,4 %), mais moindre au Royaume-Uni (+ 2,5 %). Cet écart de performance est cependant moins important qu'entre 2013 et 2016.

¹ Source : Insee, comptes nationaux trimestriels. Demande intérieure : consommation et investissement du secteur privé et des administrations publiques, hors variations de stocks.

² Source : OMC.

³ Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie.

L'industrie manufacturière française a évolué dans un contexte conjoncturel favorable

L'activité manufacturière en France a été tirée par le dynamisme de la demande intérieure en produits manufacturés¹ (+ 2,2 % après + 1,6 % en 2016). Les entreprises ont également bénéficié de l'accélération des échanges mondiaux de marchandises en volume² (+ 4,7 %, après + 1,8 % en 2016), qui ont enregistré leur plus forte hausse depuis 2011. Dans ce contexte favorable, l'indice du climat des affaires dans l'industrie française a progressé sur l'ensemble de l'année et se trouvait en janvier 2018 à son plus haut niveau depuis décembre 2000.

L'accélération de l'activité s'est accompagnée d'une forte hausse du taux d'utilisation des capacités de production, qui a atteint 84,3 % en moyenne sur l'ensemble de l'année (contre 82,5 % en 2016). Cette progression traduit pour partie un renforcement des difficultés d'offre. La proportion d'entreprises confrontées à ce type de difficultés uniquement a atteint 33 % au dernier trimestre 2017 (au plus haut depuis avril 2001), contre 18 % un an auparavant³.

La croissance de la production manufacturière française a été portée par le dynamisme de six branches

La branche dont la production a le plus augmenté en 2017 est la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 9,2 % – *tableau 1*), qui a rebondi après une stagnation en 2016 (- 0,4 %), en contrecoup d'une forte augmentation en 2015. Cette trajectoire de croissance est également suivie par l'industrie pharmaceutique (+ 6,6 % en 2017, après - 1,2 % en 2016).

La production a par ailleurs accéléré dans les branches ayant porté la hausse de la production en 2016. Elle a, par exemple, augmenté pour la quatrième année consécutive dans l'industrie automobile (+ 7,2 %, après + 4,4 % en 2016) et pour la cinquième année dans l'industrie chimique (+ 5,8 %, après + 2,0 %). L'activité a été aussi de nouveau en hausse dans la branche « caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques » (+ 4,6 %, après + 1,7 %) et dans la fabrication de matériels de transport autres que l'automobile⁴ (+ 4,5 %, après + 3,9 %).

La production a évolué de manière contrastée dans les branches traditionnellement en difficulté

La production a rebondi dans des branches en difficulté structurelle comme la « métallurgie et produits métalliques » (+ 2,6 %, première hausse depuis 2011) et « bois, papier et imprimerie » (+ 2,0 %, première augmentation depuis 2004). C'est également le cas de la cokéfaction-raffinage (+ 0,7 %), qui avait enregistré le plus fort recul de la production parmi les branches manufacturières en 2016 (- 2,4 %). L'amélioration du climat conjoncturel n'a toutefois pas bénéficié à la branche « textile, habillement, cuir et chaussures » (- 2,9 %), à la fabrication d'équipements électriques (- 2,0 %) et à la branche « réparation, installation et produits manufacturés divers » (- 1,2 %).

La production a stagné dans les industries agroalimentaires, après une baisse de 1,3 % en 2016, l'activité de cette branche étant moins réactive à l'évolution de la conjoncture. Cette stagnation s'explique par la fermeture de la dernière usine de cigaretttes en France et la stabilité de la production dans les industries alimentaires, l'activité progressant fortement dans la fabrication de boissons (+ 3,0 %).

Le solde des échanges extérieurs en produits manufacturés a atteint son plus bas niveau historique

Le déficit des échanges de produits manufacturés s'est creusé pour la deuxième année consécutive (baisse de 6,8 Md€, après - 7,0 Md€ en 2016) et se situe désormais à son plus bas niveau historique (- 50,7 Md€ – *graphique 2*). Cette dégradation a résulté d'une augmentation plus rapide des importations (+ 5,7 %) que des exportations (+ 4,7 %). Cette croissance des exportations manufacturières françaises en valeur est la plus forte enregistrée depuis 2011 et reflète notamment la reprise du commerce mondial. Elle a toutefois été beaucoup moins élevée qu'en Espagne (+ 8,0 %), en Italie (+ 7,4 %) ou en Allemagne (+ 6,3 %).

Graphique 2 : Exportations, importations et solde manufacturier français

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives

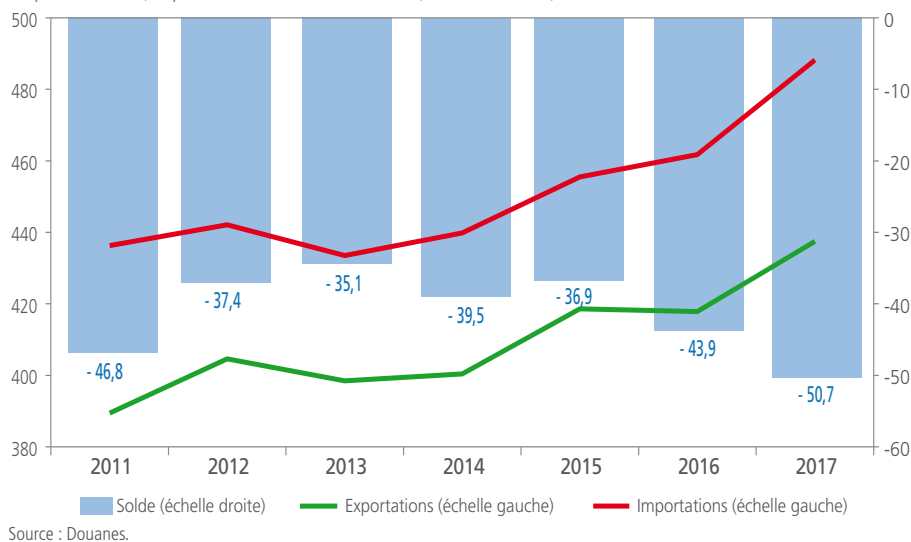


Tableau 1 : Évolution de la production par branche

Évolution en volume, en %, CVS-CJO

	2015	2016	2017
Industrie manufacturière	1,4	0,3	2,9
Produits informatiques, électroniques et optiques	6,0	-0,4	9,2
Industrie automobile	6,9	4,4	7,2
Industrie pharmaceutique	15,9	-1,2	6,6
Industrie chimique	2,2	2,0	5,8
Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	0,1	1,7	4,6
Matériels de transport hors automobile	-1,4	3,9	4,5
Métallurgie et produits métalliques	-0,2	-0,2	2,6
Machines et équipements	-0,7	-1,2	2,3
Bois, papier et imprimerie	-2,6	-1,1	2,0
Cokéfaction et raffinage	5,2	-2,4	0,7
Industries agroalimentaires	0,5	-1,3	0,0
Réparation, installation et produits manufacturés divers	-1,5	-1,0	-1,2
Équipements électriques	-2,9	0,3	-2,0
Textile, habillement, cuir et chaussures	-1,9	-0,2	-2,9

Source : Insee, Indice de la production industrielle.

La dégradation du solde a concerné une majorité de produits manufacturés

Le creusement du déficit manufacturier est notamment imputable aux échanges de produits pétroliers raffinés, dont le solde s'est dégradé pour la première fois depuis 2012 dans un contexte d'augmentation du prix du pétrole (baisse de 1,3 Md€, à - 9,9 Md€ – *graphique 3*). Le solde a également reculé de 1,1 Md€ dans les matériels de transport autres que l'automobile, l'aéronautique et le spatial (à - 0,9 Md€) sous l'effet du contrecoup de la livraison du paquebot *Harmony of the Seas* en 2016. L'excédent en produits aéronautiques et spatiaux s'est réduit pour la deuxième année consécutive (baisse de 1,0 Md€, à + 17,4 Md€) à la suite d'un recul des échanges d'avions entiers et d'une forte poussée des importations de turboréacteurs. Le solde s'est aussi dégradé pour de nombreux autres regroupements de produits déjà fortement déficitaires, notamment les équipements électriques, les produits informatiques, électroniques et optiques et les produits métallurgiques et métalliques (baisse du solde de 0,9 Md€ dans chacun des cas).

Le solde a toutefois progressé dans l'industrie chimique (hausse de 1,7 Md€, à + 12,5 Md€) grâce à la progression de l'excédent en parfums, cosmétiques et produits d'entretien (hausse de 1,2 Md€, à + 10,5 Md€). L'excédent s'est aussi légèrement amélioré dans les industries agroalimentaires (hausse de 0,3 Md€, à + 6,1 Md€), qui ont été une nouvelle fois portées

⁴ Construction aéronautique et spatiale, ferroviaire, navale, etc.

par les échanges de boissons (hausse de 0,8 Md€, à + 12,3 Md€). Le déficit s'est par ailleurs stabilisé dans l'industrie automobile (à - 9,7 Md€) après quatre années de baisse.

La dégradation du solde provient principalement des échanges avec les pays de l'Union européenne

Le déficit⁵ en produits manufacturés avec les pays de l'Union européenne s'est creusé de 10,7 Md€ en 2017, à - 42,9 Md€. Cette dégradation provient notamment du creusement du déficit avec l'Allemagne, de 3,0 Md€ (à - 17,0 Md€), entièrement expliqué par une contraction des exportations (baisse de 3,1 Md€), et d'une diminution de 3,0 Md€ de l'excédent vis-à-vis du Royaume-Uni (à + 3,7 Md€), enregistrée dans des circonstances marquées par la dépréciation de la livre sterling, le maintien des incertitudes liées au Brexit et le ralentissement de la demande intérieure britannique (+ 1,0 %, après + 2,1 % en 2016)⁶. La baisse du solde a également concerné l'Autriche (- 1,6 Md€), les Pays-Bas (- 1,4 Md€), l'Italie (- 1,0 Md€) et l'Espagne (- 0,8 Md€).

Le solde s'est néanmoins amélioré avec les États-Unis (+ 2,3 Md€) à la suite d'une accélération des exportations et d'une baisse des importations dans un contexte d'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar. Le solde a également augmenté de 2,5 Md€ avec la zone Asie grâce à un fort rebond des exportations (hausse de 8,0 Md€).

La baisse de l'emploi salarié direct est la plus faible depuis 2001

En 2017, le nombre d'emplois salariés directs (c'est-à-dire hors intérim) dans l'industrie manufacturière a diminué de 4 600. Ce nouveau recul contraste avec la hausse soutenue de l'ensemble de l'emploi salarié privé en France en 2017 (+ 268 000, soit + 1,4 %). En baisse structurelle (- 49 % depuis 1974), l'emploi salarié manufacturier direct évolue nettement moins favorablement que la production sous l'effet de gains de productivité élevés.

Cette nouvelle baisse contraste également avec la hausse de l'emploi salarié manufacturier direct en Espagne (+ 3,1 %), en Italie (+ 1,2 %), en Allemagne (+ 0,8 %), au Royaume-Uni (+ 0,5 %) et dans l'ensemble de l'Union européenne (+ 1,7 %) et de la zone euro (+ 1,2 %), où les effectifs ont été davantage tirés par l'accélération de la production.

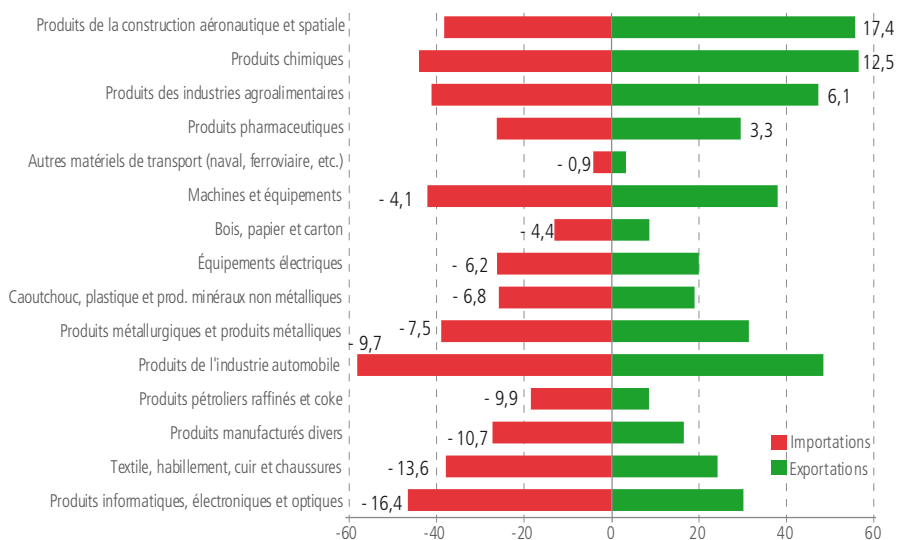
Néanmoins, de - 0,2 % seulement, le recul de l'emploi salarié direct dans l'industrie manufacturière française est le plus faible depuis 2001 (graphique 4). Cette amélioration, observée sur l'ensemble de l'année 2017, a été particulièrement marquée au quatrième trimestre. Elle prolonge la tendance à la réduction des pertes d'emploi observée depuis 2010 (- 0,9 % par an en moyenne, contre - 2,1 % par an entre 2001 et 2008 puis - 4,2 % par an entre 2008 et 2010) dans un contexte de recul des gains de productivité.

⁵ Dans cette sous-partie, les échanges de produits manufacturés par pays sont disponibles en données brutes de collecte, et non en données brutes « estimées des données tardives ». Dans ce dernier cas, le service producteur (Douanes) corrige les séries brutes d'une estimation des données de déclarations tardives, non connues au moment de la collecte.

⁶ Source : OCDE.

Graphique 3 : Échanges de produits manufacturés en 2017

Exportations FAB, importations CAF et solde en valeur, milliards d'euros, données brutes estimées des données tardives

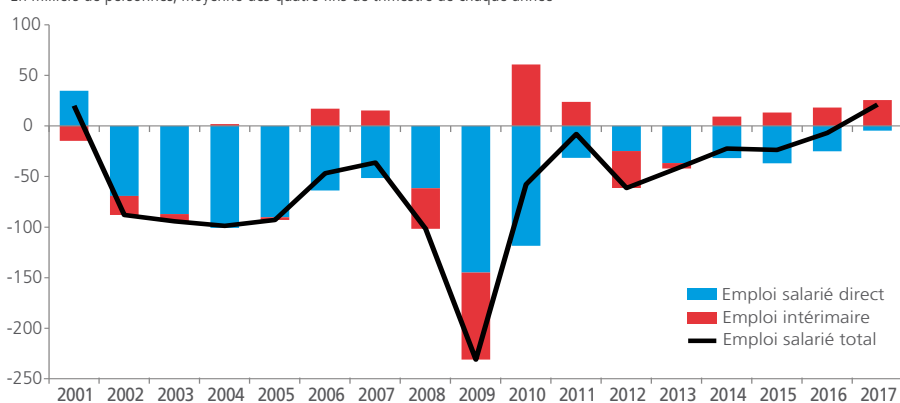


Note de lecture : en 2017, le solde extérieur de l'industrie agroalimentaire a été excédentaire de 6,1 Md€. Les exportations de l'industrie agroalimentaire se sont élevées à 47,3 Md€, les importations à 41,2 Md€.

Source : Douanes.

Graphique 4 - Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière

En milliers de personnes, moyenne des quatre fins de trimestre de chaque année



Source : Insee-Dares-Accoss.

L'emploi salarié direct a continué de progresser en 2017 dans les matériels de transport autres que l'automobile (+ 1,8 %), les industries agroalimentaires (+ 0,7 %) et l'industrie pharmaceutique (+ 0,7 %). Il a, par ailleurs, rebondi dans les secteurs « textile, habillement, cuir et chaussures » (+ 0,5 %) et « réparation, installation et produits manufacturés divers » (+ 0,2 %), l'industrie chimique (+ 0,2 %) et la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (+ 0,1 %). Le nombre d'emplois salariés directs a diminué dans les autres secteurs, mais moins fortement qu'en 2016.

La nouvelle progression de l'intérim a permis la première hausse de l'emploi salarié total depuis 2001

En 2017, le recul de l'emploi direct dans l'industrie manufacturière a été plus que compensé par un recours accru à l'intérim (+ 10,3 %, soit + 25 600 emplois), qui a concerné l'ensemble des secteurs. En hausse pour la quatrième année consécutive, l'emploi intérimaire progresse plus fortement que lors du haut de cycle du milieu des années 2000 (+ 7,1 % par an en moyenne depuis 2013, contre + 2,9 % par an entre 2003 et 2007). Il représente désormais 9,0 % de l'emploi salarié manufacturier total.

Cette nouvelle augmentation a conduit, en 2017, au premier rebond de l'emploi salarié total dans l'industrie manufacturière depuis 2001 (+ 0,7 %, soit + 21 000 emplois). Cette hausse a concerné la plupart des secteurs, à l'exception de la cokéfaction-

raffinage (- 1,1 %), du secteur « bois, papier et imprimerie » (- 0,9 %) et de la fabrication d'équipements électriques (- 0,7 %).

Le coût horaire du travail a augmenté au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro

Le coût horaire de la main-d'œuvre (salaires bruts et cotisations patronales) dans l'industrie manufacturière française s'est établi à 38,1 €/h en 2017 (tableau 2). Il a augmenté de 1,4 % sur l'ensemble de l'année, soit à un rythme similaire à celui observé en moyenne annuelle entre 2012 et 2016 dans un contexte de faible inflation des prix à la consommation et de mise en place de mesures visant à réduire le coût du travail.

Le coût horaire du travail dans l'industrie manufacturière française a progressé au même rythme que dans l'ensemble de la zone euro (+ 1,4 %, à 33,0 €/h). Il a de nouveau moins augmenté qu'en Allemagne (+ 1,6 %, à 40,1 €/h), où le coût de la main-d'œuvre a toutefois ralenti après trois années de hausse soutenue. Le coût horaire du travail continue par ailleurs de croître à un rythme modéré en Espagne (+ 0,7 %, à 22,9 €/h) et en Italie (+ 0,2 %, à 27,2 €/h).

Les gains de productivité ont conduit à une nouvelle baisse des coûts salariaux unitaires

Les gains de productivité horaire du travail dans l'industrie manufacturière française ont atteint + 2,3 % en 2017, contre + 2,6 % en Allemagne, + 1,9 % en Espagne, - 0,1 % en Italie et + 2,0 % dans l'ensemble de la zone euro. Cette hausse s'inscrit dans une tendance au ralentissement de la productivité observé depuis 2011 dans l'industrie manufacturière française (+ 1,9 % par an en moyenne depuis cette période, contre + 3,2 % entre 2000 et 2011).

L'augmentation plus rapide de la productivité horaire que du coût du travail a néanmoins conduit à une baisse de 0,8 % des coûts salariaux unitaires, qui ont reculé pour la cinquième année consécutive. Ces coûts salariaux unitaires ont évolué comme en Allemagne (- 0,9 %), plus favorablement que dans l'ensemble de la zone euro (- 0,6 %) et en Italie (+ 0,3 %), mais ont baissé moins rapidement qu'en Espagne (- 1,2 %).

L'industrie manufacturière a fait face aux augmentations du prix du pétrole et du taux de change de l'euro

Le prix du pétrole (en dollars) a augmenté de 24 % sur l'ensemble de l'année 2017. Le prix du baril de *Brent* a progressé au premier trimestre à la suite d'un accord sur la limitation de la production comprenant les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Russie, et est de nouveau reparti à la hausse au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année, le prix du pétrole en dollars a toutefois évolué à un niveau inférieur de moitié à sa valeur moyenne observée entre 2011 et 2014.

L'accélération de l'activité a contribué à l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar (+ 2,0 %), qui est néanmoins resté inférieur d'environ 18 % à son dernier point haut de mars 2014 sur l'ensemble de l'année. L'euro a également progressé face à la livre sterling (+ 7,0 %), au yen (+ 5,3 %), au yuan (+ 3,8 %) et au franc suisse (+ 2,0 %), mais a reculé par rapport au rouble (- 11,2 %), au réal (- 6,7 %) et au won

⁷ Le taux de change effectif nominal tient compte des fluctuations de l'euro par rapport à l'ensemble des monnaies étrangères et de l'intensité des échanges avec l'ensemble des partenaires commerciaux. Il diffère selon les pays de la zone euro.

Tableau 2 - Évolution du coût horaire de la main-d'œuvre, de la productivité horaire du travail et du coût salarial unitaire dans l'industrie manufacturière en 2017

	Zone euro	Allemagne	Espagne	France	Italie
Coût horaire de la main-d'œuvre	1,4	1,6	0,7	1,4	0,2
Productivité horaire du travail	2,0	2,6	1,9	2,3	-0,1
Coût salarial unitaire	-0,6	-0,9	-1,2	-0,8	0,3
Niveau du coût horaire de la main-d'œuvre en 2017 (en €/h)	33,0	40,1	22,9	38,1	27,2

Source : Eurostat, enquête ECMT et ICT, comptes nationaux.

(- 0,7 %). Ces évolutions ont entraîné une hausse de 1,1 % du taux de change effectif nominal de la France⁷ (après + 1,6 % en 2016), soit autant qu'en Allemagne.

Les prix de production dans l'industrie manufacturière française ont augmenté pour la première fois depuis 2012 malgré les efforts de marge consentis par les exportateurs hors zone euro

L'augmentation du prix du pétrole a conduit à la première hausse des prix de production dans l'industrie manufacturière française depuis 2012 (+ 2,2 % en euros), malgré la baisse du prix des consommations intermédiaires importées induite par l'appréciation du taux de change de l'euro. Cette hausse a davantage concerné les prix à destination des marchés de la zone euro (+ 2,5 %) et des marchés français (+ 2,4 %) que ceux à destination des marchés situés hors zone euro (+ 1,2 %).

Cette divergence entre les prix d'exportation à destination des marchés de la zone euro et hors zone euro s'est concentrée lors des deuxième et troisième trimestres, soit au cours de l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar. Cette appréciation aurait donc conduit les exportateurs hors zone euro à consentir à des efforts de marges afin de limiter la dégradation de leur compétitivité-prix en zone dollar. De tels écarts entre les rythmes de croissance des prix de production à destination des marchés de la zone euro et ceux situés hors zone euro ont été également observés en Allemagne (respectivement + 2,2 % et + 1,2 %), en Italie (+ 2,0 % et + 1,4 %) et dans l'ensemble de la zone euro (+ 2,9 % et + 2,0 %).

Le taux de marge dans l'industrie manufacturière française est à son plus haut niveau depuis 1967

Le taux de marge dans l'ensemble des branches manufacturières françaises a progressé de 1,0 point sur l'ensemble de l'année 2017, après s'être stabilisé en 2016. Il s'élève désormais à 37,9 %, soit son plus haut niveau depuis 1967 et 7,2 points au-dessus de son point bas atteint pendant la crise économique et financière en 2009.

La progression du taux de marge en 2017 a été portée par l'amélioration de la conjoncture et par la hausse plus rapide des gains de productivité que des coûts salariaux, mais a pâti de l'augmentation du prix du pétrole et des efforts de marge consentis par les entreprises exportatrices hors zone euro. La nouvelle augmentation des marges pourrait soutenir la croissance de l'investissement des entreprises industrielles, qui permettrait à son tour l'amélioration de leur compétitivité hors prix.

Alexandre AUBOURG, DGE

Directeur de la publication : Pascal Faure

Rédacteur en chef : François Magnien

Secrétariat de rédaction : Martine Automme, Nicole Merle-Lamoot

Composition : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin

ISSN : 2269-3092

Dépôt légal : 2018

DGE - 67, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine

DGE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES

Pour en savoir plus :

Consultez la rubrique « Études et statistiques »
du site www.entreprises.gouv.fr